

Ngut Fmrz Artn Forum

DSF Genel Sekreteri Ibrahim Zekeriya'dan

İLO Genel Müdürü F. Blanchard'a

17 Ocak 1980

Türk Hükümeti'ni şikayet

(Fransızca)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV
(388)



Prague, le 17 octobre 1980

M. Francis Blanchard
Directeur Général
Bureau International
du Travail
CH - 1211 Genève

OIG/RJM/DS/80 -- No 3045

Monsieur le Directeur Général,

En nous référant à notre lettre du 4 février 1980, nous avons l'honneur de vous présenter une nouvelle plainte contre le gouvernement turc, conformément aux termes de l'article 24 de la Constitution de l'OIT.

Comme on le sait, après avoir effectué un coup d'Etat, les généraux turcs ont pratiquement bloqué le fonctionnement des organisations démocratiques du pays, y compris celui des organisations syndicales.

Sur le plan syndical, nous attirons votre attention sur les faits suivants:

- La DISK, Confédération des Syndicats progressistes, a été interdite, les moyens financiers déposés dans les banques et les "Fonds d'entraide" ont été confisqués.
- De nombreux militants et dirigeants syndicaux ont été jetés en prison. Le camarade AHMET HILMI PEYZIOGLU, conseiller juridique auprès de la MADEN-IS et principal représentant du comité turc pour la paix à BURSA, a succombé aux tortures dont il a été l'objet.
- Plus de 2 500 militants et dirigeants syndicaux, dont la plupart sont membres de la DISK, sont recherchés par les autorités militaires. Parmi eux, ABDULLAH BASTURK, président de la DISK, FEHMI ISIKLAR, secrétaire général de la DISK, RIZA GUVEN et MUKBİL ZIRTILOGLU, membres du Comité exécutif de la DISK.
- Les activités de la Fédération TURK-IS ont été "suspendues" et SADIK SİDE, secrétaire général de la TURK-IS a été nommé ministre de la sécurité sociale.
- La junte militaire a interdit la grève, notamment celle de 60 000 ouvriers de la sidérurgie, du textile et de l'industrie du verre.

La situation syndicale en Turquie constitue de nos jours une violation flagrante sans précédent de la Convention No 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, ratifiée par le gouvernement turc.

En réalité, c'est le caractère répété et extrêmement grave de la violation des conventions de l'OIT sur les libertés syndicales par le gouvernement turc qui a amené notre organisation à croire qu'il ne suffit plus de quelques lettres de l'OIT au gouvernement turc pour mettre un terme à de telles violations des conventions une fois ratifiées.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous, Monsieur le Directeur Général, en vous demandant d'examiner la possibilité d'envoyer en Turquie une Commission d'enquête qui pourrait se convaincre sur place du traitement inhumain infligé aux syndicalistes par les autorités turques. Nous restons persuadés que la violation des principes mêmes de la liberté syndicale par le gouvernement turc reflète non seulement une attitude hostile envers les Conventions adoptées par les Conférences internationales du Travail mais aussi envers les principes les plus essentiels de l'Organisation Internationale du Travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.



Ibrahim Zakaria
Secrétaire général p.i.

TÜRKİYE SOSYAL GÜVENLİK BAKANLIĞI